

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société BORFLEX COMPOSITES  
Commune de Villers-Saint-Paul**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire ;

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2660 ou n°2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

Vu le paragraphe 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose :

« L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- [...],
  - de robinets d'incendie armés,
  - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.
- L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

[...] » ;

Vu le paragraphe 6.2-a de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose :

« a) Poussières :

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières. » ;

Vu le paragraphe 6.2-c de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose :

« c) Le point de rejet des effluents atmosphériques doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres » ;

Vu le paragraphe 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé qui dispose :

*« Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).*

*La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination » ;*

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 1982 délivré à la société FERRETTITE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé de déclaration du 21 janvier 1988 délivré à la société FERRETTITE ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 22 juillet 2016 délivré à la société BORFLEX COMPOSITES en vue de reprendre les installations initialement exploitées par la société FERRETTITE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations transmis à l'exploitant par courrier du 17 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées du 10 janvier 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1° Lors de la visite du 16 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- un RIA est abîmé ;
- le site n'est pas équipé de système de détection automatique de fumées avec report d'alarme ;
- le flux et la concentration de poussières rejetées ne sont pas contrôlés ;
- le point de rejet des émissions atmosphériques n'a pas été identifié ;
- la quantité de déchets stockés sur le site est très importante. Ces déchets sont disposés à même le sol sans aucune rétention ;

2° Ces constats constituent un manquement aux dispositions aux paragraphes 4.2, 6.2-a, 6.2-c et 7.2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2660 ou n°2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

3° ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :

- un RIA abîmé et l'absence de détection automatique de fumées ne permettent pas de lutter efficacement contre un début d'incendie. Cela entraîne un incendie généralisé dont les flux thermiques, les fumées toxiques et les eaux d'extinction sont susceptibles de porter atteinte aux tiers et l'environnement. En particulier, les eaux d'extinction sont susceptibles de porter atteinte à la rivière Oise située à proximité des installations ;
- l'absence de contrôle de la concentration et le flux du paramètre poussières ne permet de s'assurer le respect des valeurs limites d'émissions. Aussi, des concentrations et flux de poussières du paramètre poussières, dépassant les valeurs limites d'émission, émis dans l'atmosphère sont susceptibles de porter atteinte à la santé des tiers ;
- le rejet des effluents gazeux en dehors des conditions de rejet précisées par l'arrêté ministériel ne permet pas une bonne diffusion de ces effluents. Ceci est susceptible de porter atteinte à la santé des tiers ;
- la présence de déchets en quantité importante et stockés sans aucune rétention à même le sol est susceptible de porter atteinte au sol, aux eaux souterraines et aux eaux de surface. En particulier, compte tenu de la rivière Oise située à proximité du site, le risque de pollution de cette rivière ne peut être exclu ;

4° Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L ; 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BORFLEX COMPOSITES de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il est également nécessaire de prendre des mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société BORFLEX COMPOSITES exploitant des installations de fabrication de pièces composites, répertoriées sous la rubrique n°2661-1c, sise ZI sur la commune de Villers-Saint-Paul (60 870), dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, dans l'attente du respect des prescriptions du paragraphe 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, met en place :

- des moyens de lutte contre l'incendie à proximité des déchets stockés à l'extérieur du bâtiment permettant de gérer un sinistre ;
- un dispositif de confinement permettant de recueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie.

### **Article 2 :**

La société BORFLEX COMPOSITES exploitant des installations de fabrication de pièces composites, répertoriées sous la rubrique n°2661-1c, sise ZI sur la commune de Villers-Saint-Paul (60 870), est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions :

- du paragraphe 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, en mettant en place un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme, et en procédant à la réparation du RIA abîmé, l'exploitant transmet des justificatifs permettant d'attester la mise en œuvre des actions demandées ;
- du paragraphe 6.2-a de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, en respectant les valeurs limites d'émissions fixées par ce paragraphe, l'exploitant transmet à cet effet des justificatifs permettant de vérifier la conformité des dispositions de ce paragraphe ;
- du paragraphe 6.2-c de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, en respectant les conditions de rejet imposées par ce paragraphe, l'exploitant transmet à cet effet des justificatifs permettant de vérifier la conformité des dispositions de ce paragraphe ;
- du paragraphe 7.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000, en stockant les déchets de manière :
  - à prévenir les risques de pollution ;
  - à réduire leur quantité de telle sorte que leur quantité ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers une installation d'élimination.

L'exploitant transmet les justificatifs permettant d'attester la mise en œuvre des actions demandées.

### **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

### **Article 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

#### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 20 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

**Destinataires :**

**Société BORFLEX COMPOSITES**

**Le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis**

**Le maire de la commune de Villers-Saint-Paul**

**Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France**

**L'inspecteur de l'environnements/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France**

